CINQUIÈME ANNÉE. — N° 24. L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. DU 11 AU 17 JUIN 1910.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

C.I.R.A.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
PULLY-LAUSANNE
DERNIER DÉLAI POUR LES MANUSCRITS : LE MERCREDI

ABONNEMENTS
Un an, **4** fr. — Six mois, **2** fr. — Etranger, un an, **6** fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX N° II. 416
L'argent destiné au journal peut être versé dans tous les bureaux de poste, **sans frais,** en indiquant notre compte de chèques II. 416.

Les plâtriers-peintres de Lausanne sont en grève. Les manœuvres et maçons, les charpentiers, les électriciens, les appareilleurs, les sculpteurs-mouleurs, les menuisiers (machinistes, poseurs, ferreurs), les tailleurs de pierre, les monteurs en chauffage et tous les ouvriers sur métaux travaillant dans le bâtiment sont en mouvement. Le but de tous est de tenter une énergique offensive pour la conquête de la journée de neuf heures. Comme des délais très courts ont été fixés aux patrons pour répondre (quarante-huit heures dans certaines corporations), des grèves apparaissent imminentes.

Que tous se tiennent prêts à l'action. Les ouvriers du dehors doivent faire peser sur Lausanne, Renens, Pully et Paudex, un rigoureux boycott. Que personne ne vienne dans ces localités entraver l'action engagée. Les ouvriers en mouvement, de leur côté, et pendant toute la durée des négociations, doivent refuser formellement de faire des heures supplémentaires. Ils pratiqueront le travail lent, feront de la propagande individuelle au chantier et à l'atelier, assisteront à toutes les assemblées de leur corporation, et s'efforceront, en un mot, par tous les moyens, de susciter dans la masse ouvrière une atmosphère favorable à leurs revendications.

Que tous fassent leur devoir.

VERS LA JAUNISSE

A maintes reprises, nous avons démontré la communauté d'idées qui existe, sur certains points spéciaux, entre les jaunes d'une part et, d'autre part, ceux de nos camarades qui veulent à tout prix que nos organisations syndicales se cantonnent dans une prudente et légale neutralité.

Aux textes précis que nous citions pour prouver irréfutablement cette communauté d'idées, on a répondu que lorsque nous voulions en imposer à un contradicteur, nous n'avions qu'à dire qu'il parlait comme un jaune.

Cette réponse ne mérite pas que nous nous y arrêtions. Elle dénote une piètre estime et du contradicteur qui s'en laisserait imposer par un mot et de ceux qui le suivraient dans cette voie. Le malheur est, pour l'auteur de cette réponse, que chaque fois que nous avons servi le qualificatif de jaunes, nous nous sommes basés sur des faits. Et il n'est pas toujours aisé de nier l'éloquence des faits.

Un syndicat ouvrier est un organisme de combat. Il a pour but la socialisation de la production et l'abolition du régime capitaliste. En attendant la réalisation de ce but final, le syndicat ouvrier lutte tous les jours pour assurer à la classe des producteurs un peu plus de bien-être et s'efforce, par l'éducation mutuelle, de former des individus capables de s'affranchir par eux-mêmes du joug patronal.

Sortir de ce but final de la socialisation de la production, c'est aboutir à la jaunisse et toutes les dénégations indignées des intéressés ne changeront rien à cette conclusion logique.

Les patrons, eux, ne veulent pas disparaître. Ils jouissent de privilèges solidement établis et maintenus par la force. Ces privilèges leur assurent une vie abondante en jouissances de toutes sortes que procure la possession des richesses de ce monde. Il est donc naturel que les patrons, constatant l'influence grandissante des syndicats ouvriers, se préoccupent des moyens propres à anéantir cette influence et à perpétuer ainsi leur exploitation. Et ils ont constitué les syndicats jaunes.

En se basant sur l'action de ces syndicats jaunes, sur leurs statuts, sur leurs déclarations de principe, on constate qu'ils ont pour but l'amélioration de la situation économique de leurs membres par des augmentations de salaire, par la participation aux bénéfices, en un mot par tout ce qui ne menace pas la conservation du régime capitaliste actuel.

Et les patrons, en créant et en subventionnant les syndicats jaunes, sont logiques. Ils ne se sentent pas menacés dans leur existence par le simple fait de consentir des augmentations de salaires à leurs exploités. Ils savent parfaitement que les centaines de milliers d'ouvriers qui, en certains pays, travaillent huit heures par jour pour un salaire élevé, n'ont pas diminué la puissance du capitalisme. Bien au contraire, les industriels ayant des ouvriers à salaires élevés et ne travaillant que huit heures par jour viennent battre en brèche avec succès ceux de leurs concurrents qui en sont encore aux longues journées et aux salaires de famine.

Ces faits étant archi-connus, et personne ne les contestant plus, il devient triste de constater que de nombreux camarades s'obstinent encore dans de vieilles conceptions de neutralité qui ne correspondent plus au colossal développement du régime capitaliste. Et, sans nous lasser, nous devons dénoncer ces errements et mettre les travailleurs en mesure de constater par eux-mêmes que tous ceux qui veulent la paix sociale aboutissent en définitive à la jaunisse.

Un nouvel exemple vient illustrer cette thèse. Analysant les discussions qui se poursuivent dans les syndicats entre révolutionnaires et partisans de la paix sociale, un des protagonistes de la jaunisse dans l'industrie de l'imprimerie, M. Jacot, s'exprime comme suit dans le *Journal suisse des maîtres imprimeurs :*

Cette éternelle chicane dans le camp syndicaliste, entre ceux qui sont pour les moyens violents et les autres qui se rallient plutôt à l'action modérée, se retrouve dans tous les pays.

Les avancés ont très volontiers l'épithète de « jaunes » toute prête pour désigner leurs confrères, qui ne pensent pas absolument comme eux, et paraissent dédaigner par trop les beautés de l'action directe. Le typo-anarchiste Bertoni a donné lui-même cette définition typique des syndicats jaunes : « J'appelle syndicat jaune toute organisation ouvrière qui ne vise pas à la suppression du salariat. » Or, tel est le cas de beaucoup d'organisations ouvrières qui se prétendent malgré cela du plus beau rouge. Ainsi l'organe de la Fédération romande des typographes disait récemment, à ce propos, dans un article de son rédacteur, que ce n'est pas en inscrivant la suppression du salariat dans leur charte, que les travailleurs auront fait faire un pas en avant à la classe ouvrière.

Reproduisant ensuite les appréciations purement personnelles du rédacteur du *Gutenberg* sur les discussions qui se poursuivent actuellement dans les masses ouvrières, M. Jacot conclut :

Comme on le voit, le typo-rédacteur que nous citons ne se fait pas beaucoup d'illusions sur les idées et les procédés de beaucoup de ses camarades! Il doit être habitué, du reste, à se voir souvent malmené par eux, dans le journal même dont il a la direction. Et cependant il bondirait certainement, si on venait à le comparer à ceux que lui n'hésite pas à traiter de jaunes, et qui ne méritent pourtant ce qualificatif que pour en avoir eu assez, *un peu plus tôt que lui-même*, de la tyrannie et de l'anarchie syndicales, qu'il sait si bien dépeindre dans les lignes qu'on vient de lire.

Un seul geste sépare peut-être encore, à part cela, ce syndiqué de ceux qu'il appelle jaunes : c'est que ces derniers, s'il leur arrive de ne pas pouvoir obtenir par la discussion tous les avantages qu'ils espéraient, savent faire quelques sacrifices ou attendre des jours meilleurs, à moins qu'ils ne donnent tout simplement leur quinzaine à leur patron et ne se cherchent d'autres places si possible plus avantageuses. Là est la différence. Les syndiqués préfèrent, dans un cas pareil, se mettre en grève c'est-à-dire manquer à leur parole, perdre leurs places, sacrifier leur pain quotidien et celui de leur famille à la cause sacro-sainte du prolétariat et à un acte de solidarité platonique envers leurs camarades de travail, qui leur savent rarement gré de ce beau geste, plein de dignité!

Le même rédacteur annonce, du reste, dans un autre article, qu'il ne consentira jamais à laisser faire de son journal syndical la doublure d'organes politico-ouvriers, tels que le *Réveil* et la *Voix du Peuple*, et qu'il disparaîtrait plutôt que de souscrire aux moyens de lutte préconisés par ces derniers, même si les dits moyens venaient à être acceptés par son syndicat!

Ce confrère rouge ne veut donc pas passer à l'anarchisme... mais il veut cependant rester encore syndiqué! C'est tout ce qui le sépare en somme d'un groupe contre lequel il aime à fulminer à l'occasion et qui ne se voit traité de jaune, que pour avoir adopté, un peu plus tôt, cette opinion si pleine de logique, et préféré d'emblée la discussion des idées au gâchis syndical!

Il est édifiant de rapprocher de cette profession de foi d'un jaune la réponse suivante que nous fit le rédacteur du *Gutenberg* lorsque, dans un article, nous constatâmes la communauté d'idées existant entre jaunes et partisans de la paix sociale : « Les déclarations de principes seraient-elles identiques qu'un geste nous sépare. Quand nous n'avons pu obtenir par la discussion ce que notre dignité réclame, nous nous mettons en grève. Là est la différence. »

Aussi le protagoniste de la jaunisse et le rédacteur du *Gutenberg* estiment tous les deux qu'il n'y a plus *qu'un geste qui les sépare*. Et nous ne croyons pas faire accroc à la vérité en disant que, souvent, ce geste n'existe plus. Lorsque l'on est paix-socialeux de nature, on est prédisposé à abandonner à l'ennemi même « ce que notre dignité réclame ». On ne s'en aperçoit pas, mais il n'en est pas moins vrai que la discussion menée dans un esprit extra-pacifiste a tôt fait d'absorber notre dignité.

Qu'on ne s'y trompe pas. La dignité ouvrière — la vraie — affirme énergiquement ses droits; elle ne capitule pas pied à pied. Le geste — le vrai — répond par des représailles au refus patronal d'accorder une amélioration de bien-être : il ne s'émousse pas au point de renier tout esprit combatif.

Et pour se distinguer vraiment d'un Jacot quelconque, il ne faut pas se leurrer de mots et chercher à contenter tout le monde et son père. Il faut adopter une attitude non équivoque, attitude soutenue et dirigée par des idées fermes, précises et dépourvues d'élasticité. Il faut être sans cesse guidé par le principe de la lutte de classes, sans lequel toute action véritablement syndicale est impossible.

Si le rédacteur du *Gutenberg* — et d'autres avec lui — se pénètrent de cela, ils ne prôneront plus cette prétendue « neutralité syndicale » qui leur procure l'admiration des chefs de la jaunisse. Le syndicat doit être un foyer d'éducation mutuelle, où toutes les idées, loyalement et sincèrement exprimées, puissent se faire jour dans une atmosphère de tolérance réciproque. Car pour défendre ses intérêts, il est nécessaire que l'on soit imbu d'idées nous montrant nos misérables conditions matérielles, et nous indiquant aussi la tactique à employer pour supprimer leur cause. Seul le syndicat peut nous donner cela.

C'est pourquoi tous les Jacot condamnent les controverses philosophiques et sociales au sein des organisations ouvrières. Au nom de la « neutralité », ils s'élèvent contre toute tentative d'examiner en commun, dans les syndicats, les conceptions à pratiquer pour mettre fin au salariat. Ils sont logiques avec eux-mêmes. Ils sont dans leur rôle. Mais il ne nous appartient pas, à nous, syndiqués qui nous réclamons de la lutte de classes, d'imiter ces soudoyés du patronat.

Henri BAUD.

NOTRE CARNET

Au pilori!

Vous avez pu lire dans tous les journaux le communiqué ci-après :

« L'émigration au Brésil. — La Société suisse de secours de Rio-de-Janeiro, dont le président est M. Kündig, vient de publier son rapport annuel qui contient les remarques suivantes concernant l'émigration au Brésil :

« Notre dernier rapport s'occupait de la propagande que le gouvernement du Brésil fait en Europe afin d'attirer des colons pour défricher les immenses contrées encore incultes du pays. Les appréhensions que nous exprimions dans ce rapport se sont pleinement réalisées. L'émigration de citoyens suisses qui ne possèdent pas les qualités physiques et morales nécessaires à un colon n'a pas diminué et cause à nos consuls, ainsi qu'aux sociétés suisses de secours, nombre de désagréments.

« Il est regrettable que le Conseil fédéral et les autorités cantonales ne soient pas en mesure de *mettre un terme aux agissements d'agents sans scrupules* et sans patriotisme qui poussent à émigrer des gens n'ayant pas la moindre notion d'agriculture. *On dépeint à ces personnes la vie au Brésil sous les plus brillantes couleurs et on leur cache soigneusement les difficultés extraordinaires qui les y attendent et qui en effrayeraient un grand nombre.* »

Seuls nous avons, au bon moment, lutté contre les agissements de ces nicandouilles sans scrupules; seuls nous avons averti nos camarades du guet-apens qui leur était tendu par le *Peuple suisse;* seuls nous avons lutté contre la canaillerie d'infâmes trafiquants du socialisme. Nous continuerons. Nous ne cesserons de clouer au pilori les vendus de Vautier et consorts. Il faut absolument, il faut à tout prix purger le socialisme de tous ces malfaiteurs qui ne sont que des exploiteurs de l'ouvrier, plus hypocrites, plus répugnants, plus odieux que les autres. Il n'est pas possible d'aller de l'avant sans avoir au préalable accompli cette besogne de salubrité.

Calinotade.

« Une fédération riche en argent vaudra toujours mieux qu'une fédération riche en théories et en théoriciens. »

Cette phrase est-elle d'un boursicotier, d'un boutiquier, d'un épicier, d'un usurier... ou d'un fumiste?

Je vous le demande.

Tout l'idéal de feu Léopold II, de Belgique, est là. Et l'on sait si ce répugnant personnage avait le cœur haut et l'âme belle! Il ne s'embarrassait pas de théories et de théoriciens, oh! non.

Bref, avez-vous deviné?... Non?... Eh bien, vous trouverez cette bourgeoise sentence d'obscurantiste dans le *Gutenberg* du 16 mai 1910, sous la signature du rédacteur « en chef ». Quel philistin! J'ai cru jusqu'ici que la dignité de l'homme était dans sa faculté de penser. J'ai cru d'autre part que la société actuelle crevait précisément de son amour de l'Argent. J'ai cru qu'une belle période d'histoire se distinguait, non pas parce que féconde en rapaces, grigous, empocheurs et agioteurs, mais parce que propice à la diffusion des idées. J'ai cru... Et je crois encore! Vous aurez beau faire briller une pièce de cent sous et me crier : « Voilà l'absolu! », je continuerai d'aimer mieux un pauvre qui pense que cent idiots chargés d'or. Oui, monsieur.

L'encyclique « Borromée ».

Voici le principal passage de cette encyclique publiée par le pape à l'occasion de la béatification tricentenaire de Charles Borromée. Comme vous le savez, les protestants en prennent pour leur rhume :

« Au milieu de ces maux (du XVIe siècle) s'élevèrent des hommes orgueilleux et rebelles, ennemis de la croix du Christ, hommes *à l'esprit bestial, dont le ventre est le dieu.* Ils ne cherchèrent pas à améliorer les mœurs, mais ils nièrent les dogmes, *augmentèrent le désordre* et lâchèrent bride à la licence aussi bien pour eux que pour les autres.

« ...Ce tumulte de rébellion et cette perversion de la foi, ils les appelèrent « Réformation » et eux réformateurs, mais en vérité ils étaient des corrupteurs énervés par la discorde et la guerre...

« Il est nécessaire de s'opposer, avec la saine doctrine, au ferment de perversité hérétique, qui, non réprimé, corrompt toute la masse, de s'opposer par conséquent à toutes les opinions perverses qui s'infiltrent sous des apparences menteuses, et qui recueillies ensemble sont professées par le modernisme, en se souvenant, avec saint Charles, « combien grand doit être le zèle et combien doit être actif par-dessus tout autre le souci de l'évêque de combattre le délit d'hérésie. »

Allons! ceux qui nous insultent ont trouvé leur insulteur à leur tour. Espérons que ça leur servira de leçon, bien que leurs vilipendages nous laissent indifférents; mais après un tel jugement du représentant de Dieu sur la terre, il convient pour eux d'être modestes, n'est-ce pas? Amen!

La mode.

Les femmes portent plus que jamais d'amples chapeaux, comme les forts de la Halle à Paris. Elles les surchargent de fleurs, d'ailes, de plumages, si bien que j'entendis l'autre jour une femme de chambre qui demandait : « Madame mettra-t-elle son jardin ou bien sa volière? »

Leur patriotisme.

Il résulte de la convention du Gothard que le Conseil fédéral et les négociateurs suisses « excluent les industriels nationaux de privilèges accordés aux étrangers ».

Nous ne sommes pas suspects d'un intense amour pour les industriels nationaux, mais nous trouvons étrange que l'amère Patrie se montre à leur égard plus hostile que nous-mêmes. Au moins, nous, nous n'aimons pas davantage les exploiteurs étrangers, et il ne nous viendrait pas à l'idée de les favoriser. Il est vrai que nous sommes si peu patriotes... Tout est là!

La gabegie.

Nous avons souvent parlé de la lèpre des fonctionnaires en Suisse, en Russie, en Allemagne... Une récente statistique nous révèle ce qu'est ce fléau en France. Il y a dans ce pays plus de 900,000 fonctionnaires. Occupés à quoi? A faire la besogne de 100,000.

Il existe — encore! — un budget des cultes qui se monte à 507,775 francs. Voyons-en le détail :

Ministère de l'intérieur. — 2e section.

CULTES

Personnel du bureau des cultes	Fr.	164,775
Matériel de bureaux.	»	23,000
Secours et dépenses diverses .	»	10,000
Secours aux anciens ministres des cultes et à leurs familles	»	310,000

Ainsi donc, les contribuables français payent 164,775 francs un personnel chargé de répartir 310,000 francs à des curés qui n'ont pas reçu congé de l'Etat sans compensations. Et ce personnel n'a rien d'autre à faire que cette répartition, parce qu'il n'y a rien à faire, en effet, en dehors de ce mode de... travail, les églises étant séparées de l'Etat (moins la caisse!).

Et voilà une des mille raisons pour lesquelles le budget est en déficit et dépasse quatre milliards. C'est l'Ordre!

Jacques Bonhomme.

A UN CUMULARD

Les protestations qu'a soulevées l'acte du citoyen Breguet, président du Syndicat des ouvriers horlogers, député socialiste et patron, dénonçant à la vindicte des gens de sa classe la présence de Bertoni sur un territoire prohibé, n'ont pas eu l'heur de plaire au cumulard Graber. Et le coûteux avocat des centralistes, payé pour se mêler de choses qui ne le regardent point, se livre, dans le dernier numéro de la *Solidarité,* à d'odieuses insinuations contre ceux qui ont le tort de combattre l'action néfaste des centralisateurs.

Graber a le toupet de prétendre que lorsqu'un syndicaliste demanda une *nouvelle* conférence contradictoire sur le centralisme au comité des horlogers, celui-ci fut assez « tolérant » pour accepter.

Pourtant, notre soleil sait parfaitement bien que c'est dans une assemblée générale, au cours de laquelle il avait précisément fait un petit exposé sur le centralisme, que la demande a été faite, au nom de la logique, de consacrer à cette importante question une assemblée spéciale à laquelle serait convoqué un fédéraliste pour qu'il puisse exposer la thèse contraire. Le président Breguet répondit que cette demande serait prise en considération et qu'une conférence contradictoire serait organisée en temps voulu.

Plus tard, dans une séance du comité des ouvriers horlogers, il fut entendu que les deux orateurs seraient mis sur un pied d'égalité, que le syndicat supporterait les frais de déplacement, que ceux-ci ne devraient pas dépasser le chiffre de 15 fr. L'assemblée contradictoire fut fixée au 26 avril. Le syndiqué qui avait demandé, en assemblée générale, qu'un orateur fédéraliste soit convoqué, fut averti que le comité des horlogers comptait sur l'offre qui lui avait été faite de présenter un conférencier.

A cela se sont bornées les tractations au sujet de cette affaire. Graber ment en se lançant dans de fantaisistes affirmations tendant à dénaturer ces faits précis.

Le camarade en question fit aussitôt des démarches auprès du comité de la Fédération des Unions ouvrières pour se procurer un orateur et, au bout de trois jours, il avertissait le président des horlogers que Louis Avennier assisterait à l'assemblée et soutiendrait la thèse fédéraliste.

Le 26 avril, à l'arrivée du train à La Chaux-de-Fonds, Bertoni se présenta et fit savoir qu'au dernier moment un empêchement avait obligé Avennier à s'entendre directement avec lui pour le remplacer.

Bertoni demanda à ne pas être annoncé. Il déclara que le fédéralisme n'était pas une question de personne, mais une question de principe et qu'il était absolument indifférent que ce sujet soit traité par lui ou un autre.

Malheureusement, Bertoni, qui n'a pas hésité à affronter une condamnation pour accomplir son devoir, avait compté sans la triste mentalité de mouchard que possède notre député socialiste Breguet. Celui-ci, comme l'on sait, déclara qu'il ne pouvait assumer la responsabilité de laisser parler Bertoni, qui était expulsé du canton de Neuchâtel. Il s'empressa de lever la séance et donna l'ordre d'éteindre les lumières.

Ainsi, le scandale voulu et provoqué par le président-patron Breguet a obligé Bertoni à quitter la salle.

Quant aux affirmations de Graber tendant à accréditer la légende que l'on avait refusé à l'avance Bertoni, que l'assemblée a été ainsi trompée, elles sont archi-fausses. Graber le sait bien. Mais c'est sa pratique habituelle de mentir et de jongler avec les faits. Sachant que l'acte du mouchard Breguet aura de graves conséquences, il se hâte de prendre les devants et d'accuser les syndicalistes de La Chaux-de-Fonds d'escamoteurs. Il manœuvre de façon à leur faire endosser toute la responsabilité de cette affaire.

Pour couvrir son compère Breguet, l'instituteur-professeur-rédacteur Graber n'a pas reculé devant une ignoble calomnie. Il nous accuse d'avoir révélé à un journaliste bourgeois la présence de Bertoni. Cette canaillerie est bien digne de notre cumulard, qui touche 25 fr. par numéro de la *Solidarité horlogère*, à part les traitements de ses diverses fonctions. Nous ne répondrons pas à cette bassesse.

Pour finir, il nous semble que puisque les mandataires du Syndicat des horlogers ont la capacité de vider notre caisse avec leurs traitements, il serait logique qu'ils aient aussi celle de se défendre, sans que Graber-le-cumulard soit obligé de venir les repêcher après chacune de leurs gaffes, car cet être-là a le génie de la solidarité dans la mise en coupe réglée des masses ouvrières organisées.

A., *horloger syndiqué.*

*On sait que nos socialistes parlementaires, en Suisse, songent à remplacer la grève par l'*arbitrage; *et ils nous annoncent que lorsqu'ils auront réalisé cette grande réforme, une ère de prospérité s'ouvrira pour les travailleurs.*

A ceux qui seraient disposés à gober de semblables bourdes, nous dédions l'article suivant, qui a paru dans l'HUMANITÉ de Paris du 17 mai :

Les beautés de l'arbitrage obligatoire

SES RÉSULTATS EN AUSTRALIE : LES MILITANTS CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS

De temps en temps, dans les milieux du « socialisme indépendant » et, en particulier, dans l'entourage de M. Millerand, on revient à la grande panacée dont, comme collaborateur de Waldeck-Rousseau, le ministre des travaux publics se fit le champion, il y a dix ans : l'arbitrage obligatoire en cas de grève.

A vrai dire, nombre de radicaux ou « indépendants » paraissent avoir perdu de leur ancien enthousiasme pour cette grande « réforme » que le mouvement ouvrier et socialiste de tous les pays a toujours combattue dans son immense majorité. Il n'est cependant pas mauvais, pour juger des résultats de cette prétendue réforme, de constater les résultats qu'elle donne en Australie.

A maintes reprises, nous avons montré quelle arme redoutable l'arbitrage obligatoire était devenu aux mains de la classe capitaliste des antipodes, et quelle lutte le jeune parti socialiste australien poursuivait contre ce système d'étranglement des grèves, sous la direction de notre ami Tom Mann.

Dans le dernier numéro de leur petit organe de Sydney, l'*International Socialist*, nos camarades de la Nouvelle-Galles du Sud ont dressé une petite statistique des condamnations que cette loi mirifique a valu ces derniers temps aux principaux militants socialistes pour refus de se plier aux décisions arbitrales.

Cela commence avec la condamnation à *deux années et demie de travaux forcés* (hard labour) dont fut frappé le citoyen Peter Bowing, pour avoir organisé une grève contre la volonté des arbitres.

Puis, nous avons les condamnations à *dix-huit mois de travaux forcés* dont furent frappés *huit* autres militants ouvriers, suivies d'une série de condamnations à huit mois de *hard labour* et enfin, une nouvelle condamnation à *deux ans* de travaux forcés infligée récemment au citoyen May, à la suite de la grève des mineurs.

Voilà le « régime tsariste » auquel les libéraux de la Nouvelle-Galles du Sud, alliés du pseudo-parti du travail non socialiste, ont soumis la classe ouvrière, sous prétexte d'en finir avec le « système barbare de la grève ».

Aussi, les socialistes australiens sont-ils unanimes à combattre l'arbitrage obligatoire et à déclarer que tant que durera le régime capitaliste la grève est une des armes nécessaires du prolétariat — qu'il est utopique, dangereux et réactionnaire de vouloir supprimer.

Jean LONGUET.

Le signataire de cet article, Jean Longuet, est le petit-fils de Karl Marx. Que diront nos politiciens socialistes en se voyant désavoués et traités de « réactionnaire », non point par un de ces affreux syndicalistes révolutionnaires qui se réclament de Bakounine, mais par un marxiste authentique, par un socialiste unifié dont il leur est impossible de contester l'orthodoxie?

DANS LES ORGANISATIONS

LAUSANNE

Dans leur numéro du vendredi 14 janvier, le *Grutli* et le *Grutléen* ont publié une longue circulaire de l'Union ouvrière qui avait pour but d'aviser le public que les négociants soutenant la *Tribune de Genève* seraient boycottés à leur tour.

Aujourd'hui, les mêmes journaux, vendus à l'or capitaliste, font une réclame intense à la maison *Grosch et Greiff*, boycottée par les organisations ouvrières. Ils poussent l'abjection jusqu'à inviter d'une façon pressante les « camarades » à se servir chez ces négociants boycottés.

Travailleurs! le jour est proche où ces renégats, s'affublant d'un manteau socialiste, viendront mendier vos suffrages. N'oubliez jamais leur ignoble conduite.

NEUCHATEL

Depuis que le Syndicat des travailleurs de la pierre est sorti de la fédération centrale pour adhérer à la Fédération des travailleurs du bâtiment, les dirigeants de la première n'ont pas cessé de nous dénigrer. Dans l'organe professionnel *Lo Scalpellino*, ils ont entre autres publié que la décision de sortie avait été prise après le départ des collègues rentrant en Italie et dans le seul but de s'allier avec des anarchistes. Mais ce qui démontre encore mieux la loyauté de ces gens, c'est le fait suivant : après avoir promis de publier dans le journal de la fédération le boycott prononcé par nous contre un patron de carrière, ils ne l'ont jamais fait. C'est une conception particulière de la solidarité entre travailleurs. Malgré une telle attitude, le secrétaire central R. Kolb n'a pas craint de venir tout dernièrement à Neuchâtel pour nous expliquer la faute commise en sortant de sa fédération. Son secret espoir était sans doute de pouvoir fonder ici une nouvelle section adhérente à l'organisation centrale, ce qui aurait semé la division parmi nous. Le résultat obtenu lui aura ôté l'envie de revenir, car nous tous sommes décidés à ne pas reculer et à maintenir notre autonomie et notre liberté d'action.

C. J.

DANS LES FÉDÉRATIONS

Les 11 et 12 juin, la Fédération des typographes de la Suisse romande tiendra ses assises annuelles à Fribourg. De son rapport sur l'année 1909, nous tirerons quelques chiffres et renseignements de nature à intéresser tous les camarades. Au 31 décembre 1909, la fédération comptait 817 membres, en augmentation de 6 sur la date correspondante de 1908; 318 ouvriers non syndiqués travaillent sur son territoire. Le montant de la caisse de résistance est de 29,866 fr. 20; celui de la caisse de secours de 48,859 fr. 45. Il a été délivré 15,562 fr. 25 en secours de grève et 38,665 fr. 35 en secours de maladie, invalidité, décès, chômage et viatique.

Le fait le plus saillant de l'exercice a été la grève de Genève, de laquelle nous avons, en son temps déjà, entretenu nos lecteurs. Commencée le 19 mai, elle prit fin le 26 du même mois. 327 typos, dont 91 non syndiqués y prirent part. Le résultat de cette grève fut la reconnaissance des revendications ouvrières, sauf par la *Tribune de Genève*, contre laquelle un énergique boycott est mené par les organisations syndicales qui, pour assurer le succès, mènent également la lutte contre les négociants favorisant ce journal de leurs annonces. Par contre, ces derniers sont soutenus par les renégats du *Grutli* et du *Grutléen*, tous deux organes «socialistes», comme l'on sait!

Ajoutons que les typos paient une cotisation hebdomadaire de 1 fr. 60, leur donnant droit à un secours de 3 fr. par jour en cas de maladie, de 2 fr. en cas de chômage, de 9 fr. par semaine en cas d'invalidité, et à un secours au décès, dont le montant varie selon le nombre d'années de sociétariat. Le salaire minimum est de 6 fr. pour une journée de neuf heures.

* * *

L'ordre du jour du congrès de Fribourg — questions administratives mises à part — est peu chargé. Deux tractanda retiendront l'attention des délégués comme ils ont déjà retenu celle des sections.

La première est une proposition de la section de Genève, ramenant à 3 francs le secours journalier en cas de grève, qui est actuellement de 6 francs. Indépendamment des motifs financiers, cette proposition se soutient par des motifs d'ordre moral qui ne sont pas à dédaigner et desquels on ne tient pas assez compte dans les organisations syndicales. Etant syndiqué, il faut être prêt à faire les sacrifices que nécessite l'intérêt général. Et si l'on ne consent à quitter les ateliers qu'étant assuré de toucher un secours équivalent à notre salaire, ce sacrifice n'existe pas. En cas de mise-bas, il faut savoir se contenter de peu et ne pas être plus exigeant que si l'on vient à être terrassé par la maladie ou le chômage. En outre, les grèves y gagneront en dignité et en force. Elles seraient décrétées par des hommes résolus à lutter et à défendre leurs droits en dehors de toute préoccupation financière. Certes, nous ne pensons pas qu'il soit possible de vivre avec rien; mais il ne faut pas tomber non plus dans l'excès. Les grèves sont appelées à devenir toujours plus longues, en raison même d'une plus grande résistance de la part du patronat. Aussi il est nécessaire que les organisations ouvrières, même les plus solides financièrement parlant, soient très circonspectes dans la distribution des secours. Elles peuvent et doivent compter sur l'effort individuel de leurs membres, sans lequel toute amélioration est quasi impossible.

Une autre importante proposition qui sera discutée à Fribourg, se rapporte à l'organe professionnel, le *Gutenberg*. Autrefois, la rédaction et l'administration du journal étaient confiées à une commission de cinq membres. Il y a quelque quatre ans, on crut bon, pour des raisons pas bien expliquées, de remplacer cette commission par un rédacteur unique. L'effet de ce changement ne se fit pas attendre. Il fut celui qui découle de toute centralisation exagérée. Le *Gutenberg* perdit son allure objective pour devenir, souvent, une tribune où les personnalités se donnaient libre cours, encouragées et favorisées par le régime. Cette situation ne pouvait durer sans compromettre sérieusement l'organisme le plus important de la fédération des typos. C'est ce que certains comprirent, entre autres la section de Genève, qui propose le retour à l'ancien état de choses, c'est-à-dire à la commission de rédaction. Une campagne s'est poursuivie dans le *Gutenberg*. Les partisans de la commission n'eurent pas de peine à démontrer combien leur point de vue était logique. Par contre, les défenseurs de l'état actuel ne brillèrent pas par une argumentation serrée, embarrassés qu'ils étaient par quatre ans d'expérience néfaste.

Si nous avons parlé de ces deux questions qui agitent nos camarades typos, ce n'est pas dans l'intention de peser sur leur décision qui, du reste, à l'heure actuelle, est déjà prise. Notre but était de démontrer à tous les travailleurs que, dans une association réputée comme la mieux organisée, beaucoup pensent que la grève doit susciter des sacrifices et non des calculs mesquins, et que la centralisation est l'opposé de l'intérêt des organisations ouvrières.

Un typo.

LES HONNEURS

En lisant l'annonce de la nomination du citoyen Breguet, député, au poste de membre du Conseil d'administration de la Banque cantonale, je revoyais le spectacle odieux de la Bourse de Paris lorsque toute la meute des hyènes capitalistes se ruait à l'assaut du veau d'or. Celui qui n'a jamais assisté à ce spectacle ne peut se faire une idée de ce qu'il a de répugnant : des cris, des vociférations, des mains levées et crispées. Une bande de fous, les yeux hors des orbites, donne imparfaitement une faible idée de la Bourse pendant les heures où le temple de l'argent est envahi par les fidèles.

C'est la Bourse, c'est la Banque, et c'est à la collaboration de cette œuvre qu'a été appelé un de ceux qui ont la prétention d'émanciper le peuple. Et les politiciens ne protesteront pas. Au contraire, ceux qui habillent leur socialisme avec les laissés pour compte des radicaux considèreront comme un honneur pour eux la place offerte par la bourgeoisie à leur président.

On pourra, sans crainte, pousser la caisse de chômage. Les bons gogos seront sûrs du placement de leurs pauvres sous, ces pauvres sous qui, une fois réunis, serviront à entreprendre de nouvelles combinaisons financières. Avec cet argent, par un agiotage savant, la banque pourra spéculer sur telle ou telle valeur et ainsi faire prospérer ses affaires, grâce à la collaboration de M. Breguet.

Pauvres ouvriers, toujours bas, éternellement bas, désespérément bas.

Et qu'en disent les Naine, les Graber, les Pettavel, tous les chrétiens sociaux, de cette collaboration d'un des leurs au culte de Mammon? Car, une fois dans le temple, il s'agit de travailler pour la gloire et l'intérêt du dieu.

Mais il y a peut-être un peu d'exagération de ma part et, en tenant compte des contingences et de l'opportunité qu'il peut y avoir dans pareil cas à envoyer un camarade dans un conseil qui... que...! n'est-ce pas, citoyen Graber?

C. R.

A la première menace de révolte, les gouvernants ont l'habitude de mettre du sable dans les rues. Ce n'est pas une mauvaise chose quand il s'agit de petites insurrections de rues. Mais quand il s'agit de révolution vraie, tout le sable du gouvernement sera pauvre chose, à la grande joie des révolutionnaires, lesquels feront bien dans chaque cas de tenir prêt le leur, élaboré selon une recette qu'offre très volontiers l'humble soussigné.

N. ESTEVANEZ,
ancien ministre de la guerre de la république espagnole.

Feuilleton de LA VOIX DU PEUPLE N° 11

Centralisme et Fédéralisme

PAR

UN GROUPE DE SYNDICALISTES

DEUXIÈME PARTIE

FÉDÉRALISME

II

Le Fédéralisme dans le mouvement prolétarien.

(Suite.)

„L'uniformité telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané, libre de toutes les énergies individuelles, en vue d'un but commun qui est le bien-être, la liberté et la sécurité pour tous."

Ce manifeste expose exactement, on le voit, et en propres termes, la doctrine du principe fédératif tel que l'avait entrevu Proudhon et tel que le propageaient alors dans l'Internationale les fédéralistes, bakounistes et jurassiens.

Le régime nouveau était, au reste, en assez bonne concordance avec les principes, et il fut si heureux que Claude lui-même, l'ancien chef de la sûreté sous l'Empire, reconnut que jamais on n'avait vu les rues aussi sûres, et cela sans aucune espèce de police. Pas un pillage, pas une caisse forcée, pas un domicile violé, pas d'assassinat, pas de rixe, pas de tapage nocturne dans la vaste cité. On avait rendu aux habitants une foule d'objets déposés aux monts-de-piété. On avait fait une remise de plusieurs mois de loyers. On avait donné des pensions alimentaires aux fédérés blessés, reversibles à la femme "légitime ou non", à l'enfant "reconnu ou non". Le traitement des instituteurs fut doublé. Les musées étaient constamment ouverts au public, les jardins l'étaient aux enfants. Chaque soir, des discussions, des concerts, des conférences avaient lieu dans les théâtres, dans les églises devenus possession commune. L'Académie des sciences se réunissait comme de coutume et fut protégée par les communards jusqu'au dernier jour. On rouvrit des classes dans tous les quartiers, et l'on initia un enseignement d'après des méthodes expérimentales et scientifiques. Des cours publics répondaient à l'ardeur de la jeunesse. On avait supprimé la peine de mort, progrès immense par rapport à la mentalité de l'époque. La guillotine, joujou favori du papisme, avait été brûlée place Voltaire. On voulut procéder à la jouissance des ateliers abandonnés par des sociétés de travail. Mais au lieu d'organiser la production directement, dans les milieux ouvriers mêmes, on s'éloigna à cet instant du fédéralisme et l'on fit des décrets — ce qui ne donna aucun résultat.

Sans doute, et malgré tout, l'œuvre pratique et positive, réellement socialiste, de la Commune se réduisit à peu de chose. C'est que presque toutes les préoccupations de ses défenseurs étaient tournées du côté de la résistance à opposer aux réactionnaires. Néanmoins, la vie flamboyait plus que jamais, et simplement parce que le gouvernement laissait de l'initiative aux habitants et qu'il avait quelques velléités décentralisatrices. Karl Marx même, ce socialiste autoritaire si obstiné, dont tous les centralisateurs se réclament, fut enthousiasmé par le spectacle de la vie communale — fédéraliste — de Paris. C'est au point qu'il renonce pour une fois à ses principes de discipline pour devenir presque un libertaire. Ecoutez :

„L'unité de la nation ne devait pas être brisée, dit-il, mais au contraire organisée d'après la constitution communale, et devenir une réalité par la *destruction du pouvoir central*, qui prétendait être le corps même de cette unité, indépendant de la nation — dont il n'était qu'une *excroissance parasite* — et supérieur à elle. En même temps qu'on amputait le vieux pouvoir gouvernemental de ses organes purement répressifs, on arrachait à une *autorité qui usurpait la prééminence et se plaçait au-dessus de la société*, ses fonctions utiles pour les rendre aux agents responsables de la société même.

„En réalité la constitution communale eût restitué au corps social toutes les forces absorbées jusque-là par l'Etat, parasite qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût été le point de départ de la régénération de la France."

Le fédéralisme régénérant la France? Nous sommes d'accord. Mais il était bon que ce fût Karl Marx, idole des centralisateurs, qui le dise. Malheureusement, l'effort de libération des communards, insurgés audacieusement contre le pouvoir, fut très incomplet et très incohérent. Ils durent, par ailleurs, se heurter à des forces de réaction énormes qu'ils n'avaient point su écraser quand il en était temps, à l'armée versaillaise de l' „ordre", soutenue éventuellement par l'armée allemande. Aussi la Commune n'eût-elle pas le temps d'influencer les autres régions de France et de se faire aider. L'esquisse fédéraliste fut détruite. L'ordre bourgeois fit couler sur elle des fleuves de sang humain.

Mais la Commune n'est pas morte. Nos aînés nous ont transmis les raisons et le sentiment de la rénovation. Un siècle nouveau est apparu. Et le souvenir de la grande idée communaliste, synthétisant en elle les concepts d'autonomie, de fédéralisme et de communisme, refleurit chaque année, plus vivace, avec les branches de mai.

Et actuellement que se passe-t-il chez les travailleurs? L'effervescence, en comparaison du passé, y est vive. D'une façon générale, au cours de ces trente dernières années le nombre des conflits économiques a augmenté, et pour leur éclosion les mots d'ordre sont rares, de plus en plus rares. L'action éclate parfois avec une spontanéité, une liberté d'allure que ne saurait refréner aucun comité central. Le bon sens ouvrier reprend le dessus dans les moments importants de l'existence. On s'affirme alors fédéraliste. Un seul exemple suffira amplement d'ailleurs à en suggérer d'autres et à faire comprendre comment précisément les révolutionnaires fédéralistes entendent la lutte contre la bourgeoisie. Nous voulons parler de la *grève généralisée de Suisse romande* en mars 1907, qui, en petit, représente bien ce que nous voulons en grand.

Chocolatières et chocolatiers à Orbe, Vevey, Bussigny cherchaient à obtenir de meilleures conditions de travail et fondent un syndicat. Les patrons, puissants économiquement et politiquement, acculent ces ouvriers à la grève. Après quelque temps d'efforts, une partie des grévistes lâchent leurs camarades. Il est visible que les chocolatiers à peine organisés vont reprendre le travail bientôt sans avoir rien obtenu. C'est alors qu'intervient la solidarité ouvrière et la grève générale, l'action fédéraliste. Les secours en argent ne peuvent décider du succès, la production va reprendre sans changement; l'Union ouvrière de Vevey décide d'appuyer les chocolatiers de Vevey par une suspension générale du travail dans cette ville. Les gendarmes tirant sur les grévistes de Vevey, l'indignation éclate partout et la grève générale de protestation est déclarée aussitôt à Montreux et à Lausanne. Le gouvernement est affolé et lève les bataillons 1, 4, 7, 8, 9, 103, plus un bataillon de carabiniers, un bataillon de recrues, deux escadrons de cavalerie et un peloton de landsturm. La grève s'étend par sympathie à Genève, et l'on se prépare même à des manifestations à Renens, Moudon, Aigle, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Berne, Bienne, Zurich, Bâle.

Qui donc a donné des ordres? Personne. Quel comité a commandé le mouvement? Aucun. Et comment cela s'est-il fait? Mais! de façon bien simple et par un mécanisme incompréhensible pour les seuls exploitants et gouvernants. L'un après l'autre, les syndicats d'Orbe, de Vevey, de Bussigny se mettent en grève. Au moment où cela leur paraît nécessaire, les syndicats de Vevey appuient les chocolatiers par leur grève locale. Librement aussi, ceux de Montreux, Lausanne, Genève agissent à l'unisson des camarades de Vevey.

(A suivre.)

LA RECRUE

Dans le manège, la reprise travaillait. Ils étaient là, une quinzaine de recrues de la cinquième, au trot, sans étriers. Vêtus de bourgerons encore jaunes et raides, à anguleuses cassures de toiles neuves, coiffés de calots noirs, ils avaient en leurs poses raccrochées de cavaliers novices des allures falotes et tristes de quelque grotesque chiourme asservie à un insipide et incessant labeur. Ce qui complétait l'illusion c'était sur le côté gauche, au-dessus de la poche boutonnée du bourgeron, les numéros matricules apparents, passés au coton à marquer, rouges.

Un peu railleur, le logis — qui du reste au fond « s'en f...ait » — renversé sur sa selle, assis sur ses deux mains d'un air ennuyé, commandait à intervalles espacés, d'une voix lente, flemmarde.

— Voolte! — changez de main-in!

Un jour très blanc et très froid tombait des vasistas, avec une réverbération cruelle de neige. Les chevaux fumaient et les respirations s'évaporaient en buées. Quelques bêtes renaclaient. Sur la sciure qui recouvrait le sol du manège, les sabots résonnaient avec des bruits mats, de temps à autre ponctués par le cliquetis des fers d'un pommelé qui *forgeait*.

— Changez de main dans la longueur... Marchez au pas!

Le margis bâillait. L'heure n'allait-elle pas bientôt venir de s'en aller? De temps à autre, il lâchait pourtant une observation, histoire de prouver qu'il était là; à part soi il songeait à des choses plus agréables. — Peut-être à Niniche, de la Chancellerie, mais pour sûr à la libération. Il en avait plein le dos de ce sacré métier! La classe, ah! la classe! Les bleus, ça lui était bien égal. Les pauvres pierrots, ils arrivaient à peine, eux ils avaient le temps de s'ennuyer, de regretter le pays.

— Tournez à droite!

Un à un, suivant le canonnier en tête, les recrues défilèrent perpendiculairement pour regagner la piste de l'autre côté du manège.

— Numéro trois, serrez-le du genou, les jambes tombant naturellement. — Quatre, la pointe du pied en dehors. — Huit, le haut du corps.

Brusquement la porte s'ouvrit. Enveloppé dans son caban, les deux mains dans les poches, la cravache sous le bras, le lieutenant entra, l'air mauvais, et tout de suite se prit à gueuler.

— On dort ici, maréchal-logis... Vous f...trai dedans, moi! Faites-les marcher au trot.

Penaud, le sous-officier rectifia sa position et docile :

— Marchez au trot!...

Le lieutenant s'était planté près de lui, les jambes écartées, le capuchon rabattu, la pèlerine rejetée sur les épaules, tapotant ses bottes du bout de sa cravache. Par-dessous, tous le considéraient, craintifs. Ils en avaient peur comme de la pluie. Ah! La Grenouille, quel rossard! On l'avait surnommé ainsi à cause de sa petite taille, de sa tête énorme de batracien posée sur un buste court presque sans épaules. Ce polytechnicien rageur, grossier, croyait à la nécessité d'injurier les hommes pour les faire marcher. Raté de l'X, déçu en ses ambitions de naguère, furieux d'être encore bas officier, astreint lui aussi aux brutales exigences de la loi militaire, sa poche à fiel crevait à chaque instant, lui empoisonnant la bouche de mots orduriers et louches. Avec ça des allures méprisantes et hautaines d'homme supérieur. Un rossard! Oh! oui.

Un moment, pourtant, il resta silencieux, puis se mit à parcourir le manège d'un bout à l'autre d'un pas égal cadencé, les deux mains derrière lui, faisant sautiller sa cravache.

A un commandement, de nouveau les deux poings sur les hanches, col levé, les yeux en l'air, il stoppa et tout à coup on le vit se précipiter sur un canonnier, le saisir par la botte.

— Descendez donc cette jambe! descendez-moi cette jambe! Brute! Etes-vous saoûl!... Espèce d'idiot, moule à gaufre!

Ahuri, le canonnier, déjà peu sûr de lui, se raccrochait désespérément et la colère du lieutenant s'accentuait, virait à l'épilepsie, sa bouche bavait. Quand il se décida à lâcher le pauvre diable, celui-ci le considéra d'un air suppliant, presque mouillé.

C'était un à peine dégrossi. Arraché depuis quinze jours à la glèbe qu'il adorait, emmené loin des siens, il était encore très triste, et dans ses yeux languissants de ruminant dépaysé, il y avait toujours le mirage des grands prés, des bois touffus, des sources claires du pays natal.

Il était doux, obéissant. Le long servage ancestral l'avait accoutumé au respect du maître. Il ne songeait guère à se révolter. Soumis, empressé comme un animal qui se laissera aisément domestiquer, il n'y avait en lui que de la douleur résignée, nulle colère. Avec de bonnes paroles, de la patience et du calme, on fut venu à bout de sa rétivité intellectuelle, on lui eut fait aimer son métier de soldat, mais son lieutenant le malmenait, parachevait son naturel ahurissement.

— Tenez! regardez-le-moi cette andouille ficelée! cet emplâtre... Voulez-vous lâcher le pommeau. Lâchez le pommeau.

Le bleu lâcha, faillit tomber et instinctivement en quête d'un point d'appui tira violemment sur le bridon, produisit sur la bouche du cheval un à-coup qui le fit s'arrêter, docile.

— Allons, au trop!

Le canonnier pressa des cuisses, talonna, mais sans énergie, et comme il tirait toujours sur la bouche, paralysa l'action de son cheval qui, désorienté, s'ébroua. Lui-même ne savait plus ce qu'il faisait, d'ailleurs, ayant perdu le nord, au supplice, effaré de se sentir sur lui le regard épieur du lieutenant. Le margis, par compassion, essayait de remonter le cœur au pauvre bleu.

— Ne tirez pas sur vos rênes, le haut du corps en arrière.

Mais le lieutenant, féroce, cria :

— Laissez-le, maréchal-logis; je me charge de le faire marcher, ce Jean-f... Apportez-moi la chambrière! Sous la tribune, dans la resserre, le planton du manège courut chercher le long fouet du travail. Dès qu'il l'eut en main, le lieutenant, en une pose d'écuyer forain, le fit claquer bruyamment, puis, d'une envolée large, enveloppa les jarrets du cheval, qui partit à un trot allongé, secouant sa crinière, renaclant. Balin balant dansant, le buste tantôt jeté en avant tantôt renversé sur la croupe, les genoux glissant à chaque minute, le pauvre bleu tournait comme un lamentable clown. Et le lieutenant riait joyeux d'être amusé de cette pitrerie, tout en faisant claquer la chambrière. Suivant concentriquement le cheval et son cavalier, le lieutenant ne cessait de cingler, avec des appels de langue, des cris gutturaux.

— Hep! là... bien!... Hop!

Le canonnier avait des larmes dans les yeux; les reins brisés par le troussequin, les genoux écorchés, il sentait couler le sang dans ses bottes. Le cerveau brouillé, atone, il ne pensait plus à résister, mais à tomber là, à mourir, pour en finir. Tout à coup, sous un nouveau cinglement, le cheval s'arrêta net, rua, et, soulevé, le cavalier passa par-dessus l'encolure, alla s'affaler lugubrement dans un angle. Il y eut un terrible cri d'agonie, puis un râle.

L'homme avait le crâne fendu, des morceaux de chair pantelante s'étaient collés au mur.

— Qu'on le conduise à l'infirmerie!... Les autres aux écuries!

Le cheval, après un tour de manège, était revenu s'arrêter près du cavalier blessé et le considérait, tête basse, comme le flairant. Cette commisération de l'animal, le lieutenant ne l'avait pas. Il avait jeté la chambrière, ennuyé de l'accident, mais plus furieux en réalité contre la victime que contre lui-même. Le planton et deux canonniers de la reprise relevèrent le blessé et l'emportèrent. Sur la neige, qui couvrait les pavés de la cour du quartier, derrière les porteurs, entre les traces de leurs pas, le sang du blessé, s'égouttant à chaque heurt, laissait une tache pourpre. Comme on passait près des écuries, un trompette sonna la visite, et la sentinelle, de garde aux pièces de la cinquième, fredonna :

Non, monsieur le major...
Je n'irai plus...

Elle ajouta, philosophiquement, en se resserrant dans son gros manteau bleu : Un qui a son compte... et qui ne craindra plus de se faire consigner... Quels salauds!

A l'infirmerie, le major venait d'entrer. Par-dessus le dolman, il avait passé une grande blouse de toile. Ribodeau, le caporal infirmier, auprès de la table, dans l'embrasure de la fenêtre, commençait l'appel des malades. Dans le couloir, quelques blessés et, comme à l'ordinaire, un tas de tireurs au flanc. Le blessé fut déposé sur un fauteuil pliant, près de la table. Il ne vivait presque plus; déjà la tête roulait sur la poitrine, découvrant la plaie horrible; les bras s'affalaient perpendiculaires, les mains traînantes. Le lieutenant, qui avait suivi, entra. Il y eut un cri : « Fixe! » Le major et l'officier se saluèrent en camarades, puis échangèrent quelques mots.

— Un accident au manège! Un jean-f... de blessé!

— C'est grave, il n'en reviendra pas! Ribodeau, un billet d'hôpital... et qu'on le mette sur la civière!... Bien fâcheux!

En somme, le major avait hâte de se débarrasser du quasi-mort, ne se souciant pas d'avoir un cadavre là. Le lieutenant paraissait penaud. Si on allait faire des potins avec ça. Sa carrière compromise, peut-être sa démission. Pas d'espoir, alors. Le major hocha la tête :

— Non, mais il ira jusqu'à l'hôpital!

C'était tout ce qu'ils souhaitaient tous deux. Si l'homme mourait à l'hôpital, la chose était moins grave. L'officier respira.

La civière partie, le major continua la visite. A peine, au passage de la grille, les hommes de garde remarquèrent-ils qu'un des leurs s'en allait avant l'heure. La sentinelle ne présenta pas le sabre à cette victime de la discipline. — La classe! la classe! — La pauvre recrue que, dans peu, on enfouirait dans le cimetière proche, n'avait plus à en souhaiter la venue. On venait de lui accorder sa libération définitive.

ROBERT BERNIER.

AVIS AUX CAMARADES

Nos abonnés sont invités à nous faire parvenir le montant de leur abonnement pour le deuxième semestre 1910, soit 2 francs, d'ici au 30 juin, en utilisant notre compte de chèques postaux II. 416. La quittance gratuite que délivre la poste servira d'acquit. Ces versements peuvent être opérés dans n'importe quel bureau de poste. Nous recommandons instamment ce moyen pratique à nos abonnés. Il leur évite des frais de remboursement et nous simplifie grandement la besogne.

Passé le 30 juin, nous prendrons en remboursement les abonnements qui n'auront pas été payés.

La haute finance et le socialisme

L'*Humanité* du 31 mai annonce qu'elle publiera à l'avenir régulièrement des articles dans lesquels un collaborateur, qui signe *Lysis*, traitera des questions financières. C'est Jaurès lui-même qui, dans l'organe du Parti socialiste unifié, explique aux lecteurs de ce journal l'utilité qu'auront de semblables études, et il le fait en ces termes :

« La puissance de la production peut être *développée* ou contrariée par les institutions de banque et de finance qui manœuvrent maintenant, avec une sorte de souveraineté irresponsable, les forces centralisées et accumulées de l'épargne nationale... De là la nécessité d'un contrôle de l'opinion bien informée sur les opérations, sur les tendances, sur toute la politique industrielle des grandes maisons de crédit.

« Il ne s'agit pas du tout — j'ai à peine besoin de le dire — *d'une entreprise haineuse*, ou d'une contrefaçon socialiste de la démagogie antisémite. Nous savons que dans la production capitaliste le crédit est *un grand et nécessaire ressort;* et nous ne sommes ni étonnés *ni scandalisés* que le crédit ait obéi à cette loi générale de la concentration qui domine toute la vie économique moderne. La Banque, la grande Banque, la haute finance, si elle sait comprendre largement son rôle dans l'évolution capitaliste, *peut être une grande et haute puissance d'impulsion, de coordination, de prévision;* et je n'oublie pas que les saint-simoniens ont cru apercevoir *le premier organe de la grande production socialement coordonnée.* Mais ce pouvoir immense de la finance et du crédit *risque* de devenir *désorganisateur et malfaisant*, s'il n'est pas soumis à la lumière de l'opinion et à une critique vraiment nationale et désintéressée. »

Notez bien cela : Le « pouvoir immense » de la finance *n'est pas* malfaisant, il *risque* seulement de le devenir si l'*Humanité* ne publie pas les articles de Lysis; mais si, comme Jaurès l'espère, la « grande Banque », guidée par ses articles, « sait comprendre largement son rôle », alors elle sera (au profit de qui?) « une grande et haute puissance d'impulsion, de coordination, de prévision ». Les saint-simoniens — c'est-à-dire les Pereire, les Lesseps — l'ont dit : la haute finance sera « le premier organe de la grande production socialement coordonnée » : aussi les socialistes unifiés n'ont-il pas de *haine* pour les financiers; ils ne sont nullement *scandalisés* que ces messieurs « manœuvrent les forces centralisées et accumulées de l'épargne nationale »; ils veulent seulement leur donner des conseils pour les aider à faire un bon usage de leur « souveraineté », — et ils les leur donneront gratis, car Jaurès a soin d'ajouter, dans un beau geste de désintéressement, que l'*Humanité* « ne reçoit et n'attend un centime d'aucune puissance de finance, de banque ou de crédit qui soit au monde ».

Deux jours avant celui où leur journal publiait cet article, les socialistes unifiés de Paris se rendaient en nombreux cortège au Mur des fédérés, pour rendre hommage à la mémoire des combattants de la Commune.

Or, on sait que par une défaillance déplorable, un manque de clairvoyance non moins lamentable, la Commune n'avait pas osé s'attaquer à la Banque de France, et avait laissé debout cette citadelle du capitalisme. Mais on sait aussi qu'après la défaite, les vaincus reconnurent leur faute et déclarèrent hautement qu'ils avaient eu tort. Lefrançais, entre autres, a écrit à ce sujet (lettres à Charles Beslay, dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 16 avril et du 7 mai 1876) :

« Le respect exagéré et hors de saison que la Commune a professé à l'égard de la Banque de France, au seul bénéfice des ennemis du prolétariat, n'a été qu'un acte de défaillance... Je persiste à croire que s'emparer de la Banque de France eût été, de la part de la Commune, un acte légitime et conforme aux intérêts du prolétariat qu'elle avait pour mission de faire triompher. Je persiste également à penser qu'en laissant ce puissant levier entre les mains des ennemis acharnés de la Commune, tous les membres de la représentation communale sont responsables de cette défaillance, et des conséquences à jamais déplorables que cette défaillance a entraînées avec elle. »

Voilà un langage qui ne ressemble guère à celui du citoyen Jaurès.

Les citoyens Allemane, Camélinat, Vaillant, anciens communards, membres du Parti socialiste unifié, sont-ils de l'avis de Jaurès ou de celui de Lefrançais?

DANS LES CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX

Réponse au Journal suisse des chemins de fer

Sous le titre : *Une mise au point*, un « contradicteur », derrière lequel se cache sans doute un des patron imprimeur ou avocats qui trônent dans nos comités centraux, ne peut cacher son dépit, dans le numéro 22 du *Journal suisse des chemins de fer*, de voir étalées au grand jour, dans les colonnes de la *Voix du Peuple*, les injustices commises aux C. F. F., ainsi que les défauts des « fortes » associations de leur personnel.

Les vérités fâchent toujours ceux qu'elles visent et il est plus facile d'affirmer des inexactitudes que de les réfuter.

Les manitous des associations du personnel des C. F. F. ont été sévèrement critiqués, j'en conviens; et j'admets parfaitement que *leurs* organes les défendent; mais la susdite mise au point le fait mal. Il y est dit, par exemple : « Le dernier article est un tel tissu d'inexactitudes qu'il est de notre devoir de mettre les choses au point et de démontrer une fois pour toutes que les critiques « sévères » de notre cheminot révolutionnaire ne trahissent pas précisément une exacte notion des faits. » A l'appui, on cite que le Conseil des Etats a consenti une augmentation de 100 fr. des maxima des classes VI et VII, ce qui justifierait les remerciements qui ont été adressés à cette autorité par la pétition que j'ai critiquée. Je reconnais avoir été un peu pessimiste sur ce point qui n'est, d'ailleurs, pas encore un fait accompli; attendons l'élaboration de l'échelle des traitements, et nous apprécierons, s'il y a lieu. Surtout si la direction générale des C. F. F., qui a la charge de fixer les maxima des différentes catégories que comprennent les classes de salaires, prescrit un maximum de 3100 fr. pour la VIe classe, comme c'est le cas dans l'échelle actuelle : *VIe classe, 1re catégorie, traitement de 2400 à 3100 fr.* et que, dans les directions d'arrondissements, on réponde *néant*, ce qui signifie que personne ne bénéficie de cette concession.

C'est alors que les cheminots organisés enverront leurs hommes de confiance demander des explications et réclamer qu'au moins quelques-uns des leurs profitent de ce chiffre de traitement! La chose sera examinée et après quelques mois — quelques années peut-être, le cas s'est produit — nous apprendrons que la direction a repoussé la demande du personnel! Et ce nouveau bluff sera avalé comme les précédents! Le *Journal suisse des chemins de fer* serait mal venu de prétendre qu'il n'en a pas été ainsi jusqu'à présent.

Encore un mot au sujet des remerciements au Conseil des Etats, car c'est, de cette soi-disant « mise au point » le seul argument qui mérite d'être discuté; le reste, inutile de le prendre au sérieux.

Que penserait de cette platitude le défunt Deucher fils, le député qui s'est fait blackbouler pour avoir soutenu notre cause? Ses collègues du Conseil des Etats n'ont-ils pas voulu le faire passer pour fou, et comme une telle accusation faisait sourire, ne l'ont-ils pas accusé de vouloir se faire une popularité? Que dirait-il, s'il savait que nous, qu'il a loyalement soutenus, nous adressons des remerciements à ses insulteurs, qui sont nos adversaires?!! Cela se passe de commentaires.

Aux prétendues inexactitudes, maintenant. Il n'y en a point de citées! C'est fort regrettable, car cela aurait donné un peu de valeur à la mise au point de ce « collègue » (!). Je ne veux pas croire ce dernier malhonnête autant que mesquin et piètre en fait d'idées. Tout le monde ne peut pas être « anarchiste », pas plus qu' « assiettaubeurriste »! Chacun ses instincts, ses idées, selon son milieu. Tout le monde n'a pas 4 à 6000 fr. de traitement et son fils bien casé! Tous ne peuvent admirer cette société de vol et d'exploitation dont sont victimes les travailleurs. Et, au nom de la liberté, je demande à mon contradicteur de me laisser penser et communiquer ma pensée. S'il veut me critiquer, qu'il *avance des faits*. Qu'il relise mes articles, qu'il en cite toutes les inexactitudes qu'il y pourra trouver : ce sera mieux que d'insulter. Son parti pris contre tout ce qui ne pense pas comme lui n'est pas de nature à m'amener à de « meilleurs » sentiments, pas davantage à relever le niveau moral des lecteurs du *Journal suisse des chemins de fer*.

A la vérité, cette prétendue « mise au point » n'est qu'un abatage en règle contre l'action directe. Ecoutez :

Pour que tous nos postulats fussent réalisés, il aurait fallu employer l'action directe, les grands moyens!

Autre chose est conquérir le succès de nos légitimes revendications par les moyens légaux. Pensez-vous peut-être que, dans notre démocratie où le peuple a toujours le dernier mot, on puisse, le cœur léger, entraîner une corporation de plus de 30,000 hommes à commettre les imprudences chères au « cheminot révolutionnaire »? Que nenni! Et le referendum, pour quoi le prenez-vous?

Il y en a une colonne comme ça. N'est-ce pas que comme « mise au point » c'est réussi? Ça sent le patron d'une lieue. Et ça parle au nom des ouvriers!

Les constatations de notre contradicteur sur l'action directe et le mouvement « irraisonné » de 1907 à Orbe, Vevey et Lausanne ne sont pas plus heureuses. Ce ne sont pas, hélas! les premières tentatives d'émancipation des opprimés qui n'ont pas eu de résultat tangible immédiat. Mais admirez cette mentalité : ce sont précisément ceux qui critiquent les généreux élans qui sont les admirateurs de notre héros national, le noble Davel. Sans doute, si ce dernier était resté tranquillement chez lui à supporter, comme ses contemporains, l'ordre de chose établi alors, il ne serait pas devenu un héros et n'aurait pas passé à la postérité, pour le plus grand bonheur de ceux qui persécutent les Davel d'aujourd'hui.

Je ne puis avoir la même opinion que les chefs de nos organisations de cheminots sur ce peuple démocratique et souverain, les faits ne nous ont que trop montré jusqu'ici qu'il avale toutes les pilules qu'on veut bien lui dorer.

Quant à la satisfaction du résultat obtenu, elle dénote que notre critique « intempestif » n'est pas classé sur le même degré de l'échelle des traitements que moi; sa prose sent celle de nos dirigeants, et il doit pouvoir attendre. Mais, ne lui en déplaise, ses exhortations paix sociale ne sauraient prendre.

Les cheminots français se sont débarrassés dernièrement de Guérard, leur mauvais berger, qui a tenu sous sa coupe, longtemps, leurs syndicats, et s'essayent maintenant à cette action directe tant décriée. Quand donc les cheminots suisses se débarrasseront-ils des patron imprimeur et avocats qui émasculent leurs énergies?

Un cheminot révolutionnaire.

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

AUSTRALIE

Le dernier numéro du journal *The Socialist*, de Melbourne, publie les statuts adoptés par la Fédération socialiste d'Australie, depuis ses derniers congrès.

La Fédération socialiste d'Australie est jeune encore et pleine d'enthousiasme. L'opportunisme et la trahison des partis socialistes d'Europe lui sont encore inconnus.

Bien que participant à l'action politique, elle entend (clause 5 de ses statuts) que nul de ses membres ne pourra être candidat, ne pourra voter ni soutenir pour le parlement ou les conseils municipaux, d'autres candidats que des socialistes révolutionnaires. La fédération se déclare contre les « palliatifs politiques » (clause 4) et hostiles à toute forme du militarisme (clause 8).

Evidemment, un tel parti peut encore soutenir l'action syndicaliste révolutionnaire, ce qu'on appelle en Australie l'Industrial Unionisme. Voici à cet égard ce que dit la clause 6 des statuts : « La fédération se déclare partisan de l'Industrial Unionisme et insiste auprès de ses membres pour qu'ils agissent en sa faveur en pénétrant dans les Trades Unions et en cherchant à représenter celles-ci aux congrès et dans les Bourses du travail. La fédération affirme comme une conviction nette et mûrement réfléchie, que l'arbitrage obligatoire, les conseils de salaires, le néo-protectionnisme et autres mesures semblables que l'on rencontre dans les législations des Etats d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ne se sont pas montrés avantageux pour la classe ouvrière, mais ont affaibli, au contraire, les syndicats dans leur esprit et leur action; il ne pourra qu'être nuisible au mouvement syndical et à l'émancipation des ouvriers de se rallier à une forme quelconque d'arbitrage obligatoire. »

AUTRICHE-HONGRIE

Le rapport du conseil des Unions ouvrières hongroises publie les chiffres suivants concernant le mouvement en 1909.

Le nombre des membres des diverses Unions, loin d'augmenter, a plutôt diminué.

En 1909, 27 organisations s'étaient jointes aux Unions, comprenant 769 sections ou groupes. A la suite des nombreuses poursuites exercées par le gouvernement, le nombre de ces sections ou groupes diminua de 115. Le gouvernement lui-même en suspendit le plus grand nombre, mais plusieurs continuent à fonctionner comme sections « libres », c'est-à-dire non reconnues.

Au 31 décembre 1909, le total des membres des Unions fédérées s'élevait au chiffre de 85,266, dont 5171 femmes. En 1908, on comptait 102,054 membres.

On peut aussi considérer comme un facteur de la diminution — sans doute momentanée — des adhérents, le fait qu'en général les organisations avaient été créées

Fumer les TABACS VAUTIER, c'est trahir la classe ouvrière

avec une hâte exagérée et n'avaient pu ainsi s'assurer une base solide.

Le Syndicat des ouvriers métallurgistes et celui des travailleurs du bois furent suspendus quatre mois durant par ordre du gouvernement. Celui des employés de restaurant le fut pendant un laps de temps plus long encore. Dans nombre de villes de province, les syndicats furent complètement interdits. On priva les ouvriers organisés de leurs locaux de réunion, on ferma leurs bibliothèques et on confisqua leurs caisses de propagande ou de secours.

Mais ces mesures de rigueur n'ont eu d'autre résultat que de faire naître un sentiment de haine encore plus grande chez les ouvriers. Et partout, maintenant, l'on en vient à cette solution : « Renvoyons nos statuts et organisons-nous en secret. »

ESPAGNE

Après une accalmie, plus apparente que réelle, l'ère des persécutions policières recommence dans la ville de Barcelone.

Sept camarades, dont une femme, sont incarcérés à Montjuich, la sanglante citadelle. Prétextant la bombe qui éclata inopinément, blessant à mort celui qui la portait, la magistrature imagina un complot politique dont sont accusés nos camarades incarcérés. Le complot devait, paraît-il, avoir pour but la suppression du simiesque monarque. Toute l'accusation repose sur une lettre saisie au domicile d'un des accusés, dans laquelle il est question d'organiser une agitation vigoureuse dans toute l'Espagne. Cela suffira-t-il?

Connaissant les procédés judiciaires pratiqués dans ce malheureux pays, le sort de nos camarades n'est pas sans inspirer de graves inquiétudes.

Aussi les anarchistes de Barcelone lancent, dans le vaillant organe *Terre et Liberté*, un appel vibrant à tous les hommes de cœur afin qu'ils s'apprêtent à arracher ces victimes au bagne qui les guette.

ITALIE

Le bulletin du Bureau du travail publie la statistique suivante sur les grèves en 1909 :

Au cours de l'année dernière, les grèves, en Italie, ont été au nombre de 952, avec un total de 149,566 grévistes. Elles se sont déroulées dans 16 régions différentes. L'industrie qui a fourni le plus gros contingent est celle du bâtiment (147 grèves). Viennent ensuite : le textile (142 grèves), la métallurgie (111 grèves); puis les tailleurs de pierre, les ouvriers sur bois, les tanneurs, les tailleurs d'habits, les typographes, etc.

Ainsi, malgré le calme apparent, par la force même des choses, la guerre sociale se poursuit tous les jours plus âpre entre exploiteurs et exploités. Les travailleurs groupés dans leurs syndicats maintiennent vivante la lutte de classe, en dépit du poison de l'opportunisme, de la collaboration et de la lâcheté, versés en abondance par les traîtres du parti qui jadis fut socialiste, et qui maintenant se prostitue, non plus derrière les haies mais publiquement, à la bourgeoisie monarchique.

LE BATIMENT A LAUSANNE

Depuis la semaine passée, les événements ont marché dans le bâtiment. Après une longue période de calme et de résignation, le réveil semble enfin venu et avec lui l'action. Déjà une corporation est en grève et, l'exemple étant contagieux, l'agitation s'est propagée dans toute l'industrie du bâtiment. Le mouvement menace de prendre des vastes proportions. Voici un court résumé des faits :

Les plâtriers-peintres étaient réunis à Tivoli, vendredi 3 juin dernier, pour prendre connaissance de la réponse des patrons. Celle-ci, rédigée par le célèbre Gilliéron, secrétaire de la Fédération vaudoise des entrepreneurs, a été ce que l'on pouvait attendre de la part d'une clique d'exploiteurs habitués à trôner en maîtres au-dessus d'une masse soumise et considérée par eux comme taillable et corvéable à merci. Refus complet de faire droit à aucune des revendications ouvrières et même simplement d'entamer des pourparlers. C'est l'intransigeance outrée et le cynique mépris. Acculés ainsi au pied du mur, il ne restait aux ouvriers que deux issues : ou la soumission honteuse, et sans conditions, ou la lutte. Ils ont choisi la seule solution qui pouvait sauvegarder leur dignité d'hommes et leurs intérêts d'exploités : la grève a été votée par 204 oui contre 80 non. Dès le samedi matin, tous les chantiers ont été abandonnés et à la nouvelle assemblée qui eut lieu à Tivoli, c'est par la totalité des membres de la corporation et au milieu de l'enthousiasme général qu'a été nommé le comité de grève. Le résultat a dépassé les prévisions les plus optimistes. Même les indécis, les timides, ceux que l'on croyait incapables d'un geste de fierté et d'indépendance ont prouvé qu'ils n'étaient pas des esclaves assouplis, qu'un reste de virilité existait en eux, et ils ont marché et ils font grève vaillamment. La situation est bonne, le moral excellent. Peu ou pas de kroumirs. Les rares malheureux qui n'ont pas quitté la blouse sont gardés par la police du matin au soir. Un fainéant en uniforme qui regarde travailler un renégat tant que dure la journée, voilà l'épanouissement de la liberté du travail.

Si des kroumirs n'arrivent pas du dehors, la victoire est assurée. Déjà les patrons perdent leur assurance factice. Quelques-uns déclarent accepter la nouvelle convention. Ces démarches individuelles, qui ont causé l'avortement de tant de grèves dans le passé, ont été repoussées avec juste raison. Lorsque la majorité au moins des entrepreneurs reviendront à des meilleurs sentiments, nous traiterons. Pour l'instant, pas de défaillance, c'est la grève. Ils l'ont voulue, qu'ils la subissent.

L'offensive prise par les plâtriers-peintres a précipité les événements. Dans un meeting organisé par l'Union ouvrière le lundi 6 juin à Tivoli, plus de 1500 travailleurs du bâtiment se sont déclarés prêts à marcher.

Les menuisiers et les électriciens ont assemblée le mercredi 8 juin pour présenter leurs revendications au patronat. Les charpentiers et les ouvriers sur métaux se réunissent le lendemain dans le même but. Les manœuvres et maçons s'assemblent samedi 11 juin pour se prononcer définitivement; les charretiers, le dimanche 12 juin, à 2 heures après-midi, à la Maison du Peuple.

A Pully, les travailleurs du bâtiment sont convoqués en assemblée pour le vendredi 10 juin.

A Renens, une nombreuse réunion tenue le mardi 7 juin, au Mont-Blanc, a manifesté son intention d'appuyer l'action qui s'engage à Lausanne. Après une longue discussion, d'où est ressortie la nécessité, pour les ouvriers de la cité industrielle de Renens, de se joindre au mouvement, l'ordre du jour suivant a été acclamé :

Les travailleurs du bâtiment de Renens, réunis en assemblée le mardi 7 juin, au nombre d'environ 200, se déclarent solidaires avec le mouvement engagé à Lausanne par les corporations du bâtiment. Ils se déclarent prêts à appuyer ce mouvement par tous les moyens et désignent immédiatement une commission d'agitation qui aura pour mission de se tenir en constants rapports avec les travailleurs de Lausanne.

L'effervescence est donc générale. Elle se propage rapidement et gagne les plus endurcis. Encore un peu d'arrogance chez les exploiteurs, de la décision et de la promptitude chez les ouvriers, et la grève générale du bâtiment pourra éclater.

C'est ce que nous verrons au meeting de lundi prochain à Tivoli. J. D.

AVEUX

Nos camarades députés perdent le contact de la masse et, tout en se figurant conquérir la bourgeoisie, ils se laissent peu à peu convertir à l'orthodoxie conservatrice.

De l'Avvenire del Lavoratore, *organe du Parti socialiste italien en Suisse, sous la signature de G.-M. Serrati, à propos de l'appui des députés socialistes italiens au ministère Luzzatti.*

A THONON

Au Syndicat général des travailleurs!

Pendant la période agitée que les manœuvres et maçons viennent de traverser, les membres du syndicat qui n'étaient pas en grève se sont quelque peu relâchés, soit dans la fréquentation des assemblées, soit dans le paiement des cotisations. Il faut qu'ils se ressaisissent et viennent au syndicat y discuter. Si nous voulons arriver à notre union régionale des syndicats, à l'étude actuellement, il faut de la cohésion.

A ce propos, un mot : Si les manœuvres et maçons ont eu besoin de l'appui moral et financier des camarades des autres métiers, ils sont prêts à leur rendre la pareille à l'occasion. N'oublions pas que tous nos tarifs expirent cette année, et à voir les dispositions actuelles de nos chers patrons, ce n'est pas le moment de déserter.

La place de Thonon est toujours à l'interdit pour les manœuvres et maçons.

* * *

Thémis a parlé! Nos patrons viennent de triompher (pour le quart d'heure du moins).

Les membres de la Coopérative de production et du bureau du Syndicat des manœuvres et maçons ont été condamnés solidairement à 1 fr. chacun de dommages-intérêts envers le syndicat des patrons.

Le tribunal a condamné en outre les ouvriers à faire afficher la levée de l'interdit pesant sur la place de Thonon dans toute la région et *même en Suisse*, et à faire insérer le jugement dans plusieurs journaux.

Le jugement dit, dans un de ses considérants, que l'on ne peut abuser de la loi de 1884 (reconnaissance des syndicats professionnels).

Alors quoi! l'ouvrier n'aura donc plus le droit de grève, la seule arme que la loi lui avait laissée?... Et les patrons auront donc celle plus terrible du lock-out!...

Quelle partialité, quelle incohérence dans l'application des lois. Aussi, les ouvriers ont fait appel.

L'autre semaine, c'étaient deux de nos camarades qui étaient condamnés pour un affichage prétendu délictueux.

Hier encore c'était l'ami Devincenti qui était également condamné pour avoir osé faire un discours sur la voie publique.

On sale le peuple au tribunal de Thonon et l'on protège les bourgeois. Quand donc, populo, ouvriras-tu les yeux?

Malgré la pression des loges, il ne saurait y avoir deux poids inégaux dans la balance de dame Justice. Il n'y a qu'ici qu'on voit ça. Une réunion plénière s'impose et nous aimons à croire que tous les ouvriers se feront un devoir d'y assister et d'aviser pour l'avenir.

ACTION OUVRIÈRE

Chez les Ouvriers sur bois.

Le mouvement des ouvriers menuisiers de Genève est momentanément suspendu. Les patrons avaient entrepris un lock-out assez ingénieux : ils renvoyaient une partie du personnel faisant les neuf heures afin de décourager ceux-ci et intimider les autres. Ainsi, pendant que les ouvriers d'un atelier se joignaient au mouvement, dans un autre on recommençait à faire dix heures. Une assemblée fut alors convoquée d'urgence afin de prendre une dernière décision. Plusieurs camarades étaient d'avis qu'il fallait répondre aux menaces patronales par la grève immédiate; mais, après discussion approfondie, et considérant que la grève dans la seule corporation des menuisiers n'avait pas de chances de réussite, on décida de suspendre d'une façon toute momentanée la lutte. Une propagande active parmi tous les ouvriers sur bois — notamment chez les ébénistes et les charpentiers — va être entreprise pour que dans le plus bref délai on puisse reprendre le mouvement en le généralisant.

La place de Genève reste donc strictement à l'interdit, et il est à espérer que pas un ouvrier conscient ne voudra se rendre dans cette ville faire œuvre de renégat.

* * *

Les poseurs de Zurich, formant un groupe de deux cents membres, bien organisés, réclamèrent une amélioration au patronat, entre autres une augmentation de salaire de 5 p. 100 et la paie hebdomadaire. Les entrepreneurs de menuiserie ne voulurent accorder aucune amélioration, déclarant que les poseurs gagnaient déjà suffisamment. Les ouvriers menacèrent de faire grève. Devant cette attitude, les patrons comprirent qu'il était préférable de céder et accordèrent les revendications exigées.

Chez les Métallurgistes.

On se souvient de la longue grève soutenue il y a quelque temps par les métallurgistes de La Chaux-de-Fonds, et qui prit fin sur quelques concessions accordées par le patronat. Aujourd'hui, nos camarades s'agitent à nouveau. Il ne s'agit pas de revendiquer de nouvelles améliorations, mais de faire respecter la convention conclue. Par exemple, des contremaîtres sont payés 6 francs par jour et des ouvriers qualifiés 4 fr. 50 et 5 fr. En outre, il y a actuellement, rien que dans les ateliers de mécanique de La Chaux-de-Fonds, 66 apprentis, alors que le nombre total des ouvriers n'est que de 55. Plusieurs ateliers n'occupent absolument que des apprentis. Réunis en assemblée, nos camarades ont décidé d'agir en vue de mettre un terme à cette situation anormale.

A LAUSANNE

Tous les ouvriers des corporations du bâtiment, travaillant à Lausanne et dans les environs, sont convoqués d'urgence à un meeting qui aura lieu le lundi 13 juin, à 8 heures et demie du soir, dans la grande salle de Tivoli.

A l'ordre du jour : éventualité d'une grève générale des corporations du bâtiment.

Présence indispensable.

* * *

La course annuelle de la Maison du Peuple aura lieu le dimanche 19 juin, au Chalet Boverat. Rendez-vous : place de la Riponne, à 8 heures.

L'après-midi auront lieu des jeux pour les enfants (courses en sacs, jeux des ciseaux, tir, tonneau, etc.). Concours de ballons et d'aéroplanes (s'inscrire chez M. Dandreux, 17, rue Chaucrau). Distribution de jouets et prix divers.

Un char sera à la disposition des sociétaires qui emporteront leurs provisions de bouche. En outre, on trouvera au Chalet Boverat des rations à prix très modérés. Tous les sociétaires et leurs familles sont cordialement invités.

En cas de mauvais temps, la course sera renvoyée au 26 juin.

PETITE POSTE

D. — Ton article était saboté. Tu aurais pu faire beaucoup mieux. Il a fallu l'écrire à nouveau en entier. Cela nous complique la besogne. N'écris jamais au crayon. Qu'est-ce que ces camarades X., Y. ou Z. peuvent faire aux lecteurs de la *Voix;* à peine une centaine de ceux-ci les connaît. Fais des essais, corrige-les, rends-les le plus clair possible et surtout écris plus souvent. La pratique est indispensable pour se faire comprendre.

Ermes. — Reçu envoi et lettre. Merci.

Alf., à Yverdon, et Dub. à Neuchâtel sont priés de donner de leurs nouvelles à J. J.-D., rue Centrale, 12, Madretsch.

Mas., Château d'Oex. — Votre ancienne adresse, s. v. p.

AVIS ET CONVOCATIONS

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 14 juin, à 8 h. précises, au local, Maison du Peuple (salle 3) : réunion du comité; à 8 heures et demie, salle 6, assemblée générale.

SOUSCRIPTION
pour l'agrandissement du format

Total au 1er juin	Fr. 405,18
Versement du Service de librairie	10,—
Total au 8 juin	Fr. 415.18

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Berne, 4,—; Canobbio, 8,50; Peney-le-Jorat, 4,—	Fr. 16,50
Vente au numéro : Lausanne, 2,10; Genève, 1,20; Vevey, 6,05	9,35
Souscription	10,—
Total des recettes	Fr. 35,85

Dépenses.

Comp. et tirage du N° 23 (1900 ex.)	98,25
Abonnement à publications	8,15
Port des paquets (mois de mai)	31,25
Partie frais du procès du 27 mars 1908	152,05
Total des dépenses	Fr. 289,70
Déficit au 1er juin	Fr. 699,59
Déficit au 8 juin	953,44

Editeur responsable : Henri BAUD.

L'administration, la rédaction et la composition de LA VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Pully-Lausanne. — Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.

SERVICE de LIBRAIRIE des UNIONS OUVRIÈRES

Vient de paraître
LEUR PATRIE

par Gustave Hervé, volume de 315 pages, contient l'exposé de la doctrine connue sous le nom de hervéisme. Vendu jusqu'ici au prix de 3 fr. 50, il vient d'être publié en édition populaire, à la portée de tous. Nous l'envoyons franco au prix de 1 fr. 05.

Le problème sexuel, par Victor Méric, brochure de 32 pages de texte serré, 20 centimes franco.

Politique et socialisme, par Charles Albert, forte brochure de 55 pages, 65 centimes franco.

La Ruche. Propos d'éducateur, par Sébastien Faure, forte brochure de 110 pages, 65 centimes franco.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878), tome IV, par James Guillaume. Un volume in-8° de 336 pages, vendu 5 fr. en librairie et que nous pouvons céder, par suite d'une faveur spéciale de l'auteur, au prix de 3 fr. 50 franco.

Voyage révolutionnaire, par Victor Griffuelhes, 60 pages, 65 centimes franco.

La Terreur en Russie, tableau saisissant des atrocités qui se passent en Russie. Brochure de 112 pages, par Pierre Kropotkine. Franco 55 centimes.

Réformes, Révolution, par J. Grave, volume de 370 pages, 3 fr. 25 franco.

La Préservation sexuelle (Dr Tay)	1 05
Génération consciente (Sutor),	0 80
Moyens d'éviter les grandes familles	0 35
Ayons peu d'enfants; pourquoi et comment (E. Chapelier)	0 20
Controverse sur le néo-malthusianisme (Robin)	0 25
Contre la nature (Robin)	0 15
Le problème de la population	0 20
Vers régénérateurs (Robin)	0 35
Rapports aux Congrès	0 30
Limitation des naissances (Dubois)	0 20
Pain, loisir, amour (Robin)	0 15
Coupe du bassin de la femme, etc.	0 20
Libre amour, libre maternité	0 15
Population, prudence procréatrice	0 15
Malthus et les néo-malthusiens	0 15
Tous les renseignements sur le malthusianisme théorique et pratique	0 45
La Grève des Ventres	0 15
Chair à canon (M. Devaldès)	0 20
Dégénérescence de l'espèce humaine; causes, remèdes	0 15
Bréviaire de la femme enceinte	4 60
Le droit à l'avortement	3 25
De l'avortement. Est-ce un crime?	3 60
Féconde, roman (Daniel Riche)	3 25
Eléments de science sociale	3 25
Prophylaxia sexualis (Tay)	4 80
Moyens d'éviter la grossesse	1 30

BROCHURES DIVERSES

L'A. B. C. syndicaliste (Yvetot)	0 20
Bases du syndicalisme (Pouget)	0 15
Le Parti du Travail (Pouget)	0 15
La C. G. T. (Paul Delesalle)	0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 20
La grève (Delesalle)	0 15
Deux méthodes du Syndicalisme	0 15
Précurseurs de l'Internationale	1 05
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, Nettlau	0 15
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire (C.G.T.)	0 15
Le Machinisme (Jean Grave)	0 15
Syndicalisme et révolution (Pierrot)	0 15
Travail et surmenage (Pierrot)	0 20
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	0 15
La grève générale politique (Grimm)	0 25
Grève intermittente et sabotage	0 15
La Tuberculose, mal de misère	0 10
Boycottage et sabotage (C. G. T.)	0 15
Commandite égalitaire généralisée	0 15
Syndicalisme et Socialisme	0 65
La Confédération Générale du Travail, par Emile Pouget	0 65
La décomposition du marxisme	0 65
Le parlementarisme et la grève générale (Dr Friedeberg)	0 15
Leur grève et la nôtre (Bertoni)	0 15
Patrie, Guerre et Caserne	0 15
Militarisme (Nieuwenhuis)	0 15
Le mensonge patriotique	0 15
Travailleur, ne sois pas soldat! (Louis Bertoni)	0 05
Colonisation (Grave)	0 15
Contre le brigandage marocain	0 20
La Guerre (Mirbeau)	0 30
La danse des milliards	0 15
La Mano Negra	0 15
Evolution de la morale	0 30
Justice!	0 20
Prenons la terre	0 10
De l'incohérence à l'assassinat	0 15
Quelques remarques sur le paupérisme	0 35
Le clergé, les royalistes et les jaunes	1 25
Le militarisme (Fischer)	0 20
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne	0 15
Le congrès de Stuttgart et l'antipatriotisme (Hervé)	0 15
L'Antipatriotisme (Hervé)	0 15
La colonisation (Grave)	0 15
Lettres de pioupious (Henry)	0 15
Le Manuel du Soldat	0 15
Le prêtre dans l'histoire de l'humanité	0 30
Les Crimes de Dieu (Faure)	0 20
La peste religieuse (Most)	0 15
Non, Dieu n'est pas (Meslier)	0 15
L'almanach du travailleur	0 35
Communisme et anarchie	0 15
Le désordre social (Hervé)	0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 15
Vers la révolution (Hervé)	0 15
L'école, antichambre de la caserne (Janvion)	0 15
Enseignement bourgeois et enseignement libertaire	0 15
L'hérédité et l'éducation	0 20
Anarchie et communisme	0 15
La grève des électeurs	0 15
Vers la Russie libre (Bullard)	0 45
Un anarchiste devant les tribunaux (Etiévant)	0 15
L'organisation de la vindicte appelée justice	0 15
Les travailleurs des villes aux travailleurs des campagnes (Malato)	0 15
Quelques écrits (Schwytzguébel), 80 c.	
La femme et la révolution	0 35
Au café (Malatesta)	0 25
L'éducation libertaire	0 15
Aux jeunes gens (Kropotkine)	0 15
L'Etat, son rôle historique	0 25
Pages d'histoire socialiste	0 30
Les Temps Nouveaux	0 30
Organisation, initiative	0 15
Si j'avais à parler aux électeurs	0 15
La morale anarchiste	0 15
L'amour libre (Vernet)	0 15
L'Immoralité du Mariage	0 15
La Femme esclave (Chaughi)	0 15
Aux Femmes (Gohier)	0 15
Entre paysans (Malatesta)	0 15
A mon frère le paysan	0 10
La panacée Révolution	0 15

Cartes postales assorties de propagande, 60 cent. la douz.

CHANSONS, PIÈCES DE THÉATRE, DESSINS DIVERS

Livres à 3 fr. 25.

Le militarisme et la société moderne.
La Grande Révolution (Kropotkine).
Autour d'une vie (Pierre Kropotkine).
Paroles d'un révolté (Kropotkine).
La conquête du pain (Kropotkine).
La Commune au jour le jour (Reclus)
Etudes révolutionnaires (Guillaume).
Souvenirs d'une morte-vivante.
L'Amour libre (Charles Albert).
Tolstoï et les Doukhobors (Bienstock).
En marche vers la société nouvelle.
Sous la Casaque (Dubois-Desaulle).
Soupes (Lucien Descaves).
Œuvres (Michel Bakounine), 3 vol.
Leur patrie (G. Hervé).
L'anarchie, son but, ses moyens.
La grande famille (Grave).
L'individu et la société (Jean Grave).
La société future (Jean Grave).
La société mourante et l'anarchie.
Psychologie de l'anarchiste socialiste.
Psychologie du militaire professionnel
Le socialisme et le congrès de Londres.
La physiologie morale (Hill).
De la Commune à l'Anarchie (Malato).
Les joyeusetés de l'exil (C. Malato).
Philosophie de l'anarchie (C. Malato).
La Commune (Louise Michel).
Socialisme en danger (Nieuwenhuis).
L'inévitable révolution (un proscrit).
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique (Elisée Reclus).
Au pays des moines (J. Rizal).
Philosophie du déterminisme.
L'unique et sa propriété (Stirner).
Discours civiques (Tailhade).
Les inquisiteurs d'Espagne (Marmol)
Les rayons de l'aube (Tolstoï).
La vie tragique des travailleurs.
Souvenirs d'un révolutionnaire.
Misères du sabre (Descaves).
Temps futurs (Alfred Naquet).
L'Humanité et la Patrie (Naquet).
La révolution vient-elle? (Gohier).
Leur république (Urbain Gohier).
La bonne Louise (E. Girault).
L'antisémitisme (B. Lazare).
Un an de caserne (Lamarque).

L'Internationale, Documents et Souvenirs (James Guillaume). Tome I, 3 fr. Tome II, 4 fr. Tome III, 3 fr. 50. Tome IV, 3 fr. 50.

L'anarchie (Kropotkine)	1 —
L'homme nouveau (Malato)	1 —
Ferrer, sa vie, son œuvre	0 65
Résurrection (Tolstoï)	0 75
Syndicats professionnels	2 25
Le coin des enfants	3 —